

Discours de la présidente de l'AFIP à la Journée de partage et d'explication sur l'Articulation entre la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et l'Accord pour la paix et la réconciliation

- ✓ Monsieur le Représentant du Ministre de la Sécurité et de la Protection Civile
- ✓ Madame la représentante du Ministre de la promotion de la femme de l'enfant et de la famille
- ✓ Monsieur le Représentant du Ministre de la Cohésion Sociale et de la réconciliation Nationale
- ✓ Monsieur le Directeur General du Pari Mutuel Urbain du Mali
- ✓ Monsieur le représentant du Maire du District de Bamako
- ✓ M du secrétariat permanent de la Commission Nationale de lutte contre la prolifération des armes légères du Mali
- ✓ Mesdames Messieurs les représentants des Ministères sectoriels membre de la commission Nationale de lutte contre la prolifération des armes légères
- ✓ Mesdames Messieurs les partenaires
- ✓ Mesdames, Messieurs en vos rangs et qualité
- ✓ Distingués invités

L'ONG association des femmes pour les initiatives de paix AFIP dans la cadre de nos activités en notre qualité d'organisation de la société civile ayant pour objectif et mission de lutter contre la violence armée comme moyen d'expression est toute heureuse de vous recevoir ce matin dans le cadre d'une journée de partage sur la détention des armes légères et de petit calibre par les acteurs non étatique son impact sur la sécurité Nationale et les populations

Et aussi le partage de la convention de la CEDEAO le lien avec l'axe défense et sécurité de l'accord pour la Paix issus du processus de Alger et son impact sur le DDR

Cet espace va nous permettre débattre des instruments juridiques qui règlementent la question des armes légères et l'impact de son ignorance ou leur non application sur la sécurité des citoyens et la stabilité et le développement du Pays et particulièrement sur les questions de défense et sécurité de l'accord pour la Paix issus du processus de l'Alger

Mesdames les Messieurs distingué invité toutes crises a des conséquences sur la vie des populations et bouleverse ses valeurs culturelles et pire si elle est alimentée par les armes a feu

Mesdames Messieurs distingués invites la détention et l'utilisation des armes par les acteurs non étatiques est une violation des instruments juridique telle que la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre la convention sur les engins explosifs dans notre pays elle est en train de devenir un véritable danger pour la sécurité des populations de leur bien et de la Nation si on ne prend garde.

Mesdames Messieurs distingués invités aucune région du Mali n'échappe à la violence liée aux armes à feu : pourtant nous sommes parties prenantes des engagements relatifs aux instruments juridiques sur le contrôle des armes et des engins explosifs à savoir la déclaration de Bamako de 2000 qui a servi de document de base au Nation Unis pour l'adoption son Plan d'action ayant qui a abouti au traite sur le commerce des armes

Après le Moratoire sur les armes idées lance par le Président Konaré au iles Maurice lors du sommet de la francophonie signe par les 16 présidents de la CEDEAO en 1998 à Abuja au Nigeria avant le retrait de la République de Mauritanie notre Pays a été consacré le titre de Pays Champion au Mali s'en est suivi un document contraignant sur proposition de la société civile de la Région après évaluation du Moratoire à savoir une convention sur le contrôle des armes légères et de petit calibre leurs munitions et autres matériels connexes

Mesdames Messieurs ce document très complet si elle est mise en œuvre respecté par tous les acteurs va mettre notre pays et même notre région à l'abri de cette situation de violence qui n'épargne aucun secteur de notre société et fera de notre processus de DDR un véritable succès

et même l'axe défense et sécurité de notre accord pour la Paix issu du processus de Alger

Mesdames et Messieurs ses deux documents ont des liens étroits et leur application nous permettra atteindre un véritable succès

Mesdames Messieurs distingués invités je ne voudrai pas évoquer les 600 mille armes hors contrôle de l'institut Small arms Survey car la situation depuis la crise politique et sécuritaire de 2012 contredit fortement cette étude avec la destruction des stocks des casernes des forces de défense et de sécurité de notre Pays dans sa partie Nord et ceux des casernes du reste du Pays.

Le DDR dans le cas du Mali ne peut être un succès sans la mise en œuvre et le respect de la convention à ses objectifs : qui parle de prévenir combattre l'accumulation excessive et déstabilisatrice des armes légères et de petit calibre à savoir la dépollution de l'espace communautaire en compensation de projet de développement donc a sa réponse dans la réinsertion

Pérenniser la lutte pour le contrôle des armes légères et de petit calibre par la mise des actions civiles et l'utilisation ou application de la loi quand c'est nécessaire

Promouvoir la confiance à travers des actions concertés et transparente entre les Etats parce que si 2012 a été crucial dans la détention des armes par les communautés il est clair que certaines armes et leurs détenteurs qui viole l'intégrité de notre territoire et les droits de l'homme des Maliens viennent de tiers Pays

Le chapitre 2 de la convention traite a son article 3

D'interdiction du transfert d'armes légères et de petit calibre dans tout l'espace CEDEAO c'est-à-dire d'un pays membre a un autre pays membre pour commettre des actes de terrorismes ou supporter ou encourager le terrorisme les armes ou à d'autres fin que les besoins de défense et sécurité du pays bénéficiaires

La convention interdit tout transfert d'arme pour commettre des crimes violents ou facilite l'organisation de crime pouvant affecter la sécurité

régionale ou Nationale pouvant contribuer à déstabiliser un pays ou la région

Mesdames Messieurs l'accord dans ses principes de base annonce fortement le respect des droits de l'homme et sa dignité de la lutte contre l'impunité de la lutte contre le terrorisme du trafic de drogue et de crime organisé transfrontalière et cela ne peut réussir sans la 'application et le respect de la convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre les munitions et matériels connexes qui dans son préambule fait référence Mécanisme au protocole relatif au mécanisme de la Paix et de la sécurité

Mesdames Messieurs la sécurité du Mali à travers le DDR ne peut être une réussite sans le contrôle des activités des fabricants locaux qui dans la plupart travaillent sans autorisation le cas échéant sont autorisés à la réparation des armes mais aujourd'hui sont devenus professionnels dans la fabrication d'armes qui crée de grands problèmes de sécurité et une dépollution des espaces scolaires et de grands regroupements de personnes

Que dire de cette usine de fabrication de Munition de fusil de chasse découverte à Bamako en commune précisément à Baco- Djicoroni vers l'année 2009 suite à un incendie comment évolue-t-elle quel est son statut, de ses femmes qui perdent la vie sans avoir la chance de mettre leurs fœtus au monde de ses enfants des jeunes filles et jeunes handicapés dans la fleur de l'âge au cas où ils ne perdent pas la vie de manière prématurée et dramatique

Mesdames Messieurs la lutte contre la détention des armes par la communauté est sociale éducative et civile en premier lieu à l'image des 23 membres qui constituent les commissions Nationales donc cinq sont de la société civile insiste sur l'inclusion des femmes et des jeunes doit être un mécanisme d'élaboration de politique et de stratégie mais aussi de proposition allant dans le sens de la réduction de la détention des armes à feu par les groupes non contrôlés et les non professionnels.

Comme exemple le ministère de l'éducation a, suite à son mandat politique, élaboré des programmes et curricula allant dans le sens de l'éducation à la non-violence et surtout armée depuis la maternelle jusqu'au cycle de fin de formation.

Le Ministère de la justice à travers son représentant dans la commission doit tout mettre en œuvre pour l'harmonisation de la loi nationale sinon de tous les textes à la convention de la CEDEAO. Mesdames Messieurs distingué invité les armes tantôt son considérer comme des marchandises par certains ministères au Mali alors que la vision de la convention de la CEDEAO est tout autre l'harmonisation de toutes ses lois nationale a la convention va mettre notre pays à l'abri de cette violence que subi les populations et même le pays au quotidien

Le Ministère de la communication prendra en charge la politique de communication dans la lutte contre le phénomène

Et la société civile se chargera chacun selon son expertise parce que le Mali a l'une société civile engagé et respecté ayant une expertise connue à travers le monde pour cela vu la situation que connaît notre pays il est très urgent de mettre les femmes et les jeunes au cœur d'un dispositif dans la lutte contre la prolifération et la détention des armes légères et de petit calibre, les munitions et les matériels connexes

Nous sommes à la recherche de résultat à savoir le contrôle des armes à feu et les engins explosifs qui alimentent l'extrémisme violent que traverse notre pays et ses voisins

Mesdames Messieurs le succès et la notoriété du Mali de 1996 à 2010 est dû à une parfaite harmonie entre le politique et sa société civile, le succès de notre combat est possible si nous revenons au fondamentaux c'est-à-dire la lutte contre la violence armé cause par la détention des armes par les groupes incontrôlés.

Mesdames Messieurs distingués invités dans la plupart des cas les assaillant opèrent sur des engins à deux roues donc le modèles est connu de tous sur les axes routiers

Dans les villes les espaces publics telle que les gares routières les marchés et les espaces scolaires et universitaires deviennent de moins en moins fréquentable parce que c'est la force de là l'armes à feu qui règne

Même notre spiritualité est menacé la fréquentation des mosquées est devenu est risqué pour les fidèles, , cette situation n'est pas tolérable dans un pays organisé tout le monde est interpellé

Pour cela nous interpellons tous les acteurs à savoir le gouvernement les organisations régionales sous régionale et internationale, les collectivités territoriale les Organisations de la société les chefs coutumiers et religieux que chacun joue sa partition pour la stabilité du Pays et la lutte contre la détention des armes par les acteurs non professionnels

Nous les exhortons les opérateurs économiques dans le cadre de leur activité commerciale à mettre la vie humaine au-dessus des profits et les rappeler que aucun bien être n'est possible dans un environnement de violence

Demandons l'instauration d'un débat citoyen afin que ils comprennent leur rôle dans la stabilité du Pays

Mesdames Messieurs distingués invité

En termes d'impact de la violence armée touche tous les secteurs.

La sécurité alimentaire dans certaines zones du pays est hypothéquée par les groupes armés

Les problèmes de sante l'enlèvement des ambulances et la destruction des centres de santé et la difficulté d'évacuation des malades surtout les femmes pour ne citer que ceci

L'éducation impossibilité de fréquenté les écoles dans certaine partie de Pays

La destruction des abris

Même notre spiritualité est victime parce que les mosquées sont vides à certaines heures de prière, mais c'est aux cris de dieu est grand Allah hou akbar que des actes d'horreur et morbide se font.

Je voudrais profiter de cet espace pour lancer un appel citoyen à chacun et à chacune que cette situation nous concerne. Et que le combat pour la sauvegarde de l'unité du Mali ne doit pas être un simple discours elle doit se concrétiser par des actions

Mené des actions ciblées être capable de détecter les acteurs susceptibles de réussir dans la lutte contre le phénomène

Mesdames et Messieurs distingués invités le Mali a payé un lourd tribut depuis le déclenchement de cette crise.

Pour cela notre organisation à décider de lancer une campagne d'une année dans le district de Bamako grâce au soutien de ses membres de l'accompagnement du ministère de la Cohésion Sociale et de la réconciliation Nationale notre partenaire chaque fois que nous l'avons fait appel du Ministère de la Promotion de la femme de l'enfant et de la famille et de notre sponsor le Pari mutuel urbain du Mali qu'il en soit remercier

Lançons un appel à d'autre à lui emboiter le pas afin que d'apporter leur contribution au retour de la sécurité et de la cohésion au sein des communautés mais aussi des familles et la lutte contre l'extrême violence que notre pays et ses citoyens subissent

Mesdames, Messieurs comment expliquer ces armes saisies d'armes de munitions de drogues saisies presque toutes les semaines sur des individus mal intentionnés par nos services de sécurité ?

Je profite de l'occasion qui nous offert pour remercier le ministère de la sécurité et de la protection civile pour leurs actions de sécurisation des populations malgré les difficultés

La drogue et les armes sont des compagnons inséparables mesdames, messieurs notre combat doit s'appuyé sur les instruments juridiques auxquels notre pays a souscrit si nous voulons réussir l'accord pour la Paix stabilise et la sécurité de notre pays

Les femmes et les jeunes doivent s'engager s'impliquer à travers des actions ciblées construire des partenariats sectoriels afin que la paix et la sécurité reviennent définitivement dans notre beau pays.

Pour rompre définitivement la chaine du ravitaillement des narcotrafiquants qui, si on ne prend garde va détruire notre avenir,

Je voudrais rappeler ou informer que notre engagement dans le cadre de la lutte contre la prolifération des armes légères et de petit calibre et la prévention et gestion des conflits violent à travers la mobilisation des

jeunes universitaires des jeunes et des communautés date de la création de notre structure à travers son mandat au Mali et en dehors de notre Pays

Je voudrais profiter de cette occasion pour dire merci à tous les jeunes que nous avons formés et accompagnés pendant toute la période 2008 à 2011 grâce aux Autrichiens et de la fondation Friedrich Ebert de notre bureau femme de Paix autour du monde ; du RAFAL à travers le GRIP pour son appui constant pour ma promotion dans le monde des OSC internationale de IANSA et son comité des femmes pour leur accompagnement de voir que certains des grands résistants de la jeunesse de Gao e face à l'occupants ont bénéficié de nous formation et dire à la jeunesse que l'activisme a ses limites mes la connaissance et un chemin sur dans le combat pour le futur Grand merci dieu

Pour cela notre campagne de 2019 qui commence le 10 Décembre 2018 pour des raisons politique à savoir la journée internationale des droits de l'homme mais aussi la fin des 16 jours d'activismes contre les violences faites au femme qui débute le 25 Novembre parce que malheureusement au Mali c'est dernière années les femmes sont victime de féminicide et si rien n'est fait la vie de la femme ne représentera pas grand-chose et le mariage sera une source d'insécurité pour la femme

Je voudrai aussi profiter de cette occasion pour lancer un appel aux décideurs et aux amis du Mali de soutenir et privilégiés les actions ciblé et communautaire pour le retour de la paix la sécurité et de réconciliation et l'extrême violence cause par les armes et engins explosifs.

Monsieur le Directeur General du Pari Mutuel Urbain je voudrai vous remercier pour votre soutien vous avez cru à notre projet et notre engagement

A tous les représentants des départements ministériel je vous prie de transmettre au président de la république et a tous les membres du gouvernement l'appel des femmes du Mali travers AFIP et au nom des enfant des jeunes et vielle victime de la Barbarie du 12 Novembre 2018 de Gao des jours antérieurs et de tous les anonymes notre désire de : vivre en paix et en sécurité dans notre pays ; participer à la construction du Mali nous occupé de notre famille de enfants et leur Papa bien entendu dans un pays ou les armes sont détenues par les acteurs des

force de défense et de sécurité dans le plus grand respect des droits de l'homme et pour la défense de la patrie.

Pour cela nous supplions le Président de la République El hadj Ibrahim Boubacar Keita de prendre la tête d'une campagne nationale de lutte contre la détention des armes par les communautés et les groupes non contrôlés avec à ses côtés les femmes et les jeunes du Mali

Mesdames Messieurs, aucune Nation ou communauté ne peut se développer dans une situation de violence et rappelle que l'arme à feu ou la violence comme moyen de défense ou de survie à bannir pour tous

Je ne saurais terminer sans remercier les ministères de la Sécurité et de la Protection Civile, de la cohésion Sociale et de la Réconciliation Nationale de la Promotion de la femme de l'enfant et de la famille et notre sponsor Le Pari Mutuel Urbain et tous ceux qui ont fait le déplacement pour participer à notre journée

Remercier les membres d'AFIP et ses amis qui n'ont rien ménagé

Pour la réussite de cette journée

Dieu sauve notre beau pays

AMEN

Fatoumata MAIGA, le 22 novembre 2018